



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1766>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 756 - mai 1978 -

Date de mise en ligne : mardi 2 septembre 2008

Date de parution : mai 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Commentant l'Ã©chec des Ã©cologistes (qu'il reprÃ©sentait au sein du collectif Ecologie 78), Brice LALONDE a dÃ©clarÃ© le 13 mars Ã Antenne 2 : « Nous abordons des problÃ©mes gÃ©nÃ©raux, trÃ©s difficiles, nous n'avons pas nous-mÃªmes les rÃ©ponses. Et un mouvement qui pose des questions nouvelles sans avoir rÃ©ponse Ã tout, il est normal qu'il ait du mal Ã se frotter Ã la politique ».

Quel aveu d'impuissance ! Si, aprÃ©s avoir dÃ©noncÃ© les mÃ©faits du profit, Brice LALONDE avait proposÃ© d'instaurer l'Ã©conomie distributive, peut-Ãªtre les Ã©cologistes auraient-ils rÃ©alisÃ© de meilleures performances aux lÃ©gislatives !

*

Selon la F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), le nombre des personnes sous-alimentÃ©es dans le monde est passÃ© de 400 millions en 1969 Ã 455 millions en 1974. L'enquÃªte fait apparaÃªtre que la tendance croissante dans les zones rurales Ã nourrir les bÃ©bÃ©s au biberon plutÃ´t qu'au sein a des rÃ©percussions tragiques sur la malnutrition infantile dans les groupes Ã faibles revenus, le lait utilisÃ© dans ces groupes Ãtant le plus souvent malsain ou excessivement diluÃ©.

Dans le mÃªme temps, dans les pays de la communautÃ© Ã©conomique europÃ©enne on cherche par tous les moyens Ã diminuer la production de lait.

Apparemment cela ne trouble pas les reprÃ©sentants des soixante-huit pays a la ConfÃ©rence des Nations Unies sur le blÃ© qui viennent d'ajourner leurs travaux jusqu'en septembre prochain.

Ils n'arrivent pas Ã se mettre d'accord bien qu'ils aient acceptÃ© de fournir une aide de 10 millions de tonnes de cÃ©rÃ©ales par an (objectif fixÃ© en 1974 !). Jusqu'Ã prÃ©sent, seuls deux pays ont prÃ©sentÃ© une offre, les Etats Unis pour 4,47 millions de tonnes, et le Canada pour 750 000 tonnes.

En ce qui concerne le blÃ©, l'accord entre les Etats Unis et la CommunautÃ© EuropÃ©enne paraÃªt difficile car les EuropÃ©ens estiment que des mÃ©canismes de stockage et de dÃ©stockage doivent Ãªtre mis en place pour maintenir les cours dans une fourchette de prix impÃ©rative. Les Etats Unis, premiers exportateurs mondiaux, souhaitent que les cours restent libres.

Comme on le voit une fois de plus, ce qui compte, c'est le profit !

*

Les reprÃ©sentants en armements de tous ordres sont persuadÃ©s, ou veulent se persuader, que leur activitÃ© est tout aussi normale que la vente des parfums, des automobiles ou des machines-outils. Ils n'agissent, pour la plupart, que sous l'impulsion de leur gouvernement. C'est qu'ils donnent du travail aux ouvriers et qu'ils font rentrer de prÃ©cieuses devises dans les coffres nationaux !

*

L'idÃ©e reste ancrÃ©e que, pour se maintenir armÃ©, il faut armer le monde. Si les gouvernements ont pris la responsabilitÃ© directe de la vente des armements, c'est qu'ils sont poussÃ©s non seulement pas les constructeurs et par la recherche de devises, mais aussi par la nÃ©cessitÃ© de maintenir l'emploi.

Il est bien connu que dans certains pays les « lobbys » syndicaux ne sont pas les moins insistants.

En France, les ventes d'armement Ã l'Ã©tranger font travailler 90 000 personnes et reprÃ©sentent prÃ©s de la moitiÃ© de nos importations de pÃ©trole. L'exportation d'armements tait vivre plus de 80% des usines de la S.N.I.A.S.

*

Après toutes ces nouvelles attristantes, quelques informations qui nous confirment que nous sommes toujours sur la bonne voie :

- Dans une étude publiée à Genève par le Bureau International du Travail, Vassily LEONTIEF, professeur à l'Université de New-York, prix Nobel d'Économie en 1973, après avoir affirmé que le progrès technique supprimait plus d'emplois qu'il n'en créait, préconise une réduction du nombre d'heures travaillées par semaine et du nombre de jours de travail dans l'année.

*

En Allemagne fédérale, le conflit qui a secoué l'ensemble de la presse a été essentiellement provoqué par le problème de l'adaptation des nouvelles techniques de fabrication des journaux. Le conflit s'est terminé le 21 mars dernier par la signature entre représentants syndicaux et patronaux d'un compromis qui prévoit que les revenus des ouvriers imprimeurs seront garantis jusqu'à leur retraite.

Cette disposition est sans précédent dans l'histoire sociale allemande.

*

C'est en fait le début d'une véritable révolution : la même revendication d'un revenu garanti est maintenant reprise par les ouvriers de la métallurgie allemande. Les syndicats veulent obtenir l'assurance que les travailleurs qualifiés verront maintenir leur niveau de vie, bien que les innovations technologiques les amènent à n'exercer que des fonctions plus élémentaires en supervisant des systèmes de production animés par l'électronique et les ordinateurs.

Les syndicats allemands commencent en effet à s'apercevoir que la thèse classique, défendue par le patronat, selon laquelle il est absolument nécessaire d'investir pour créer des emplois, correspond de moins en moins à la réalité et que, tout au contraire, les entreprises cherchent avant tout à investir pour acquérir des équipements qui suppriment la main-d'œuvre. Il n'est que temps que les syndicats français adoptent les mêmes positions.